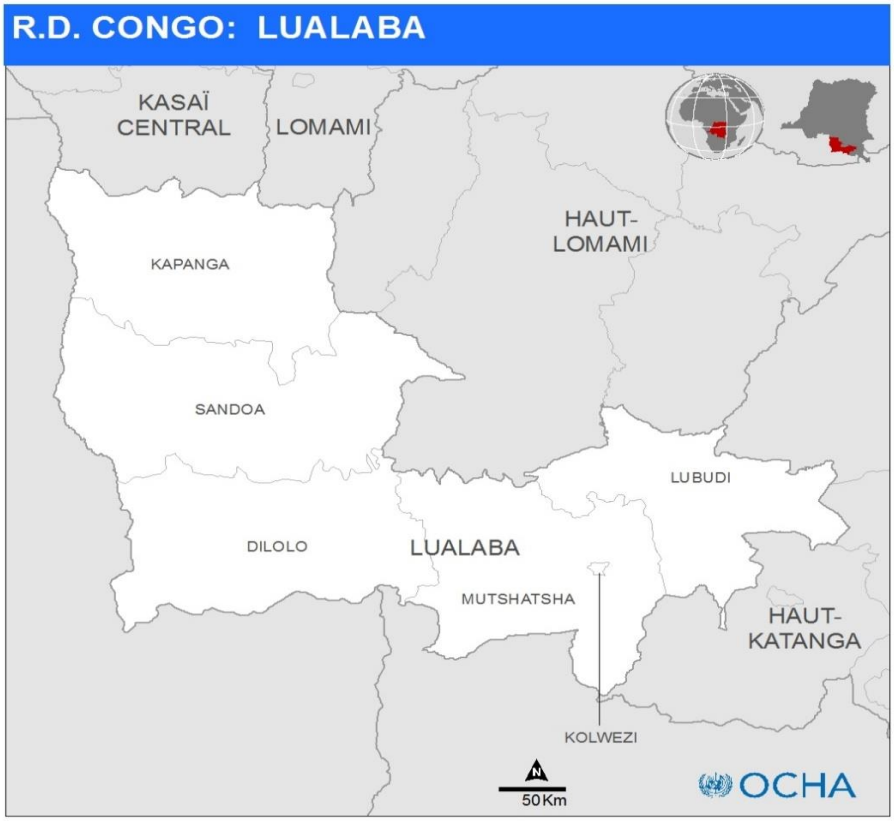
RAPPORT DE LA MISSION INTER-ORGANISATIONS

TERRITOIRES DE KAPANGA, SANDOA ET DILOLO.

PROVINCE DU LUALABA, 03 AU 15 DECEMBRE 2019

PARTICIPANTS : UNHCR, UNOCHA, ADRA, WORLD VISION, CENEAS, TCP, RCNIC, CARITAS-KOLWEZI et la CNR.



I. Faits saillants

- Plus de 13 000 personnes expulsées de l'Angola et 20 443 personnes déplacées demeurent sans assistance humanitaire dans les territoires de Dilolo et Kapanga.
- Absence d'intrants pour la prise en charge de la malnutrition dans les territoires de Kapanga, Sandoa et Dilolo. Les enfants de moins de cinq ans sont les plus affectés par cette malnutrition.
- Seulement 10 écoles primaires sur plus de 500 sont assainies dans la Division Lualaba II.

II. Principales recommandations.

- Nécessité d'organiser une réponse humanitaire multisectorielle en faveur de plus de 33 000 personnes vulnérables (déplacées internes et expulsées de l'Angola) dans les territoires de Kapanga, Sandoa et Dilolo.
- Respect du principe de « ne pas nuire » et prise en compte d'une approche communautaire dans la mise en place de l'assistance humanitaire.
- Nécessité de mener des enquêtes nutritionnelles dans les zones de santé des territoires de Sandoa et Dilolo en vue de mettre à jour la situation de la malnutrition.
- Plaidoyer auprès des autorités sanitaires de la province de Lualaba pour l'affectation des Médecins traitants dans la zone de santé de Kafwankumba (territoire de Sandoa).
- Plaidoyer auprès du gouvernement provincial du Lualaba et aux acteurs humanitaires afin de faciliter le retour des déplacés et des expulsés vers leurs milieux d'origine.

III. Contexte

En 2018, le gouvernement angolais avait déclenché une opération d'expulsion des étrangers vivant en situation irrégulière sur son territoire. Cette opération, généralement de force, avait ainsi occasionné à partir

du mois d'octobre 2018 des mouvements de population vers plusieurs provinces de République démocratique du Congo, notamment celle du Lualaba.

Par ailleurs, les territoires de Kapanga et Sandoa hébergent encore des déplacés qui avaient fui le conflit Kamuina-Nsapu (2017) ainsi que le conflit foncier opposant le Chef Kanyoka aux Chefs Mwan Muzang, Kapak et Kombo (2018).

Au regard de la dynamique des mouvements de population dans cette province et des besoins spécifiques des expulsés, retournés et déplacés, le CLIO (Comité local inter-organisations) a recommandé une mission d'évaluation afin d'actualiser l'évolution de la situation depuis l'évaluation de février 2019 et d'établir un diagnostic de la situation humanitaire dans cette province.

Les objectifs spécifiques de cette mission étaient de (i) actualiser la situation de nouveaux mouvements de population, (ii) évaluer la situation humanitaire et (iii) mettre à jour la situation des anciens dans les territoires évalués.

Ainsi, sous la conduite d'OCHA, la mission a connu la participation des membres des groupes sectoriels Nutrition, Santé, EHA, Sécurité Alimentaire, AME/Abris et Education dont les structures et organisations sont susmentionnées.

IV. Méthodologie

- Civilités et entretien avec les autorités territoriales et locales ;
- Contact et entretien avec les comités locaux des déplacés, des retournés/ expulsés et autres leaders d'opinion ;
- Collecte des données primaires auprès des informateurs clés ;
- Rencontre avec les partenaires humanitaires présents dans les entités évaluées ;
- Documentation : vérification des rapports précédents et triangulation des listes locales ;
- Visite ménage (méthode aléatoire) et observation.

V. Impact de la crise

Depuis leur arrivée dans les territoires de Kapanga et Dilolo jusqu'à ces jours, les expulsés dépendent entièrement de leurs communautés hôtes. Ces expulsés s'ajoutent aux anciens déplacés de la crise de Kamwina-nsapu et ceux venus de Mwan Muzang, Kapak et Kombo (en 2018) à la suite du conflit coutumier. Ces expulsés de l'Angola et les déplacés internes vivent dans des conditions précaires et sans assistance humanitaire. Certains d'entre eux vivent des travaux journaliers à moindre coût auprès des familles hôtes.

Accès

Le territoire de Kapanga (le plus éloigné) est accessible sur le plan sécuritaire. Physiquement il est accessible par le tronçon Lubumbashi-Kolwezi-Mutshatsha-Kasaji-Sandoa-Kapanga et par la route nationale numéro 39 (passant par la province du Lomami avec laquelle il partage la limite territoriale).
De Lubumbashi à Kolwezi, la route est asphaltée. Le tronçon Kolwezi – Kapanga est en état de délabrement très avancé avec un risque d'inaccessibilité durant la saison de pluie dans la région.

Recommandation :

- Appuyer les activités de réhabilitation d'urgence pour aménager les points chauds sur les tronçons Kolwezi-Mutshatsha-Kasaji et Kasaji-Sandoa-Kapanga afin de faciliter l'accès aux humanitaires.

VI. Mouvements de populations

La Direction générale de migration (DGM) a enregistré en territoire de Kapanga 10 693 personnes expulsées de l'Angola et 462 familles dans le territoire de Dilolo entre octobre 2018 et mi-décembre 2019, à travers les postes frontaliers de Kasa-may et de Dilolo. Selon les sources locales, plusieurs autres personnes expulsées de l'Angola ne sont passées par les postes de la DGM et se trouveraient dans les villages où ils peuvent trouver un moyen de survie. Ces personnes ne sont pas reprises dans ces effectifs. Il y a aussi la présence de 171 ménages des réfugiés assistés par le HCR dans les territoires de Kasaji, Sandoa (village Kanjimbu) et à Dilolo.

Tableau 1 : récapitulatif des retournés de l'Angola :

N°	Territoire	Statuts de personne	Ménage	Personne	Observation
1	Kapanga	Retournés (de l'Angola)	2 139	10 693	Ces personnes sont retournées (volontairement et de force) de l'Angola entre octobre 2018 et mi-décembre 2019
2	Dilolo	Retournés (de l'Angola)	462	2310	
Total			**2 601**	**13 003**	

Tableau 2 : récapitulatif des déplacés de la vague Kamuina-nsapu :

Territoire d'accueil	Nombre de personnes	Observation
Kapanga	16 693	Déplacés venus des provinces de l'ex-Kassaï fuyant les conflits Kamuina-nsapu en 2017
Dilolo	0	
Sandoa	3 750	
Total	**20 443**	

VII. Besoins humanitaires

a. Santé et Nutrition

Les zones de santé de Kalamba (102 464 habitants), Kapanga (161 917 habitants), Sandoa (234 605 habitants) et Kafwankumba (134 386 habitants) hébergent toutes des expulsés venus de l'Angola ainsi que des déplacés internes. L'accès aux soins de santé primaires de ces expulsés et déplacés internes reste difficile suite au manque de ressources financières et manque d'appui aux zones de santé citées ci-haut.
La zone de santé de Kafwankumba par exemple, a enregistré durant les deux derniers mois, au moins cinq (5) cas de décès maternel suite au manque de personnel qualifié et d'intrants dans trois de ses aires de santé. Cette situation est d'autant plus grave que les femmes sont ainsi obligées de parcourir jusqu'à une centaine de kilomètres pour accéder aux soins appropriés en cas de complication liée aux grossesses.
De manière générale, les pathologies courantes dans les zones de santé précitées sont la diarrhée, le paludisme et les infections respiratoires aigües (IRA).

Quant à la situation nutritionnelle dans les zones de santé précitées, les signes de la malnutrition sont visibles chez les enfants déplacés, expulsés et même autochtones. Il n'y a pas d'intrants dans toutes les zones de santé visitées, pas de matériels anthropométriques et on note l'absence de personnels formés en PCIMA dans certaines zones de santé, y compris Kafwankumba.
L'enquête réalisée en mars 2019 par CARITAS dans les zones de santé de Kalamba et Kapanga a révélé une prévalence suivante en malnutrition : MAS : 2,2% ; MAM : 10,2% et MAG : 10,9%. Ce qui constitue le seuil d'intervention pour la prise en charge nutritionnelle.

Recommandations

- Mettre en place des activités de prise en charge des soins de santé primaires en faveur des déplacés et des expulsés selon les modalités accessibles dans les zones de santé qui les hébergent;
- Former les prestataires en interventions de soins obstétricaux d'urgence ;
- Organiser des enquêtes nutritionnelles dans les zones de santé des territoires de Sandoa et Dilolo pour un bon diagnostic de la situation nutritionnelle ;
- Doter les structures en médicaments essentiels, des matériels anthropométriques ainsi que des intrants nutritionnels pour la prise en charge de la malnutrition dans les zones de santé des territoires de Sandoa, Dilolo et Kapanga.

b. Sécurité alimentaire et moyens de survie

La population des zones de santé évaluées vit essentiellement de l'agriculture (plus de 80%) ; ce qui fait que l'agriculture constitue la principale source de revenu et de subsistance pour la population locale. La culture principale est le manioc, maïs, haricot et arachide.
Selon une petite enquête menée dans la zone de santé de Kapanga, au moins 74% des ménages ont un

score de consommation alimentaire pauvre (un échantillon de 44 ménages pris aléatoirement).
Aussi, au moins 90%[1] ont recouru à au moins une stratégie de crise ou d'urgence dans le territoire de Kapanga.
Depuis l'arrivée des expulsés et déplacés, la population dans leurs zones d'accueil, ils n'ont qu'un accès très limité aux aliments de base par manque de ressource. Leur présence est considérée comme une des causes de la dévaluation des conditions économiques, particulièrement dans le territoire de Kapanga. D'où la nécessité de la mise en place des interventions humanitaires multisectorielles pour ces populations et leurs communautés hôtes afin de mitiger la progression de la dégradation économique.

Recommandations

- Mettre en place des distributions alimentaires, des activités agropastorales et de renforcement des moyens de subsistance en faveur des déplacés et expulsés.

c. AME &Abris

- Les ménages expulsés et déplacés sont logés dans les familles d'accueil et n'ont pas d'articles ménagers essentiels. Ils constituent de ce fait une charge supplémentaire pour leurs familles d'accueil qui sont obligées de partager leurs articles usés de couchage et de cuisine avec eux. Les besoins principaux sont observés en kits de couchage et la literie.
- Une partie des expulsés de Dilolo sont abrités dans l'enceinte du foyer social, une autre partie dans un local de la radio locale et une grande partie en familles d'accueil.
- Les expulsés arrivés à Kapanga avant le mois de mars 2019 avaient bénéficié des articles ménagers distribués par le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR). Les autres sont toujours sans assistance.

Recommandation

- Assister les déplacés et expulsés en articles ménagers essentiels et kits d'abris provisoires après une enquête - vulnérabilité.

d. Eau Hygiène et Assainissement

- L'accès à l'eau, d'hygiène et assainissement est encore un défi dans toute la province, particulièrement dans les territoires évalués.
- La couverture en eau potable est d'une moyenne de 5% dans la zone de santé de Kafwankumba, selon une estimation du Bureau centrale de la zone de santé.
- Les hôpitaux et autres structures médicales visités n'ont pas de latrines répondant aux normes requises ; moins encore de points d'eau.
- Les expulsés, les déplacés et même les familles hôtes recourent à l'eau de rivière non traitée pour leur boisson par insuffisance des ressources en eau potable dans les villages.

Recommandations

- Envisager des solutions transitoires, notamment la mise en place des forages d'eau dans les zones de santé de Kapanga (territoire de Kapanga), Kafwankumba (territoire de Sandoa) où les besoins en eaux sont criants.
- Renforcer la sensibilisation de la population pour la construction des latrines et des trous à ordure.

e. Education

- La Sous division Lualaba II compte 519 écoles primaires dont 418 publique et 101 privées. 245 écoles secondaires dont 185 publiques et 60 privées agréées. Toutes ces écoles ont ouvert leurs portes au 02 Septembre et n'ont connu aucune interruption. Les nombre d'élèves a doublé dans les écoles publiques par rapport à l'année passée vu la gratuité prônée par le gouvernement. Les filles représentent 43% des élèves inscrits dans cette Division. Cet effectif inclut le refugiés, déplacés, expulsés et autochtones.

[1] Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Tanganyika, Haut-Katanga (Pweto, Mitwaba), Haut Lomami (Bukama, Malemba Nkulu et Kamina) et Lualaba (Kapanga), PAM et INS, Avril 2019.

- Parmi toutes ces écoles, moins de 10 seulement sont assainies selon les autorités scolaires et administratives des entités visitées.
- Dans les écoles visitées (zones de santé de Kapanga et Sandoa) les parents des enfants de déplacés n'avaient pas eu les moyens pour payer les frais scolaires de leurs enfants depuis leur arrivée, il y a deux années. Au lancement de la gratuité, ces enfants se sont massivement pour l'année scolaire en cours, néanmoins, ils connaissent un retard de niveau par rapport aux autres.
- Malgré la gratuité, les enfants déplacés et expulsés manquent des fournitures scolaires et des uniformes commodes.

Recommandation

- Renforcer les infrastructures scolaires en latrines et points d'eau.
- Renforcer l'accès scolaire gratuite des enfants déplacés et expulsés.
- Appuyer les déplacés et expulsés scolarisés en fournitures scolaires.

VIII. Capacité de réponse des autorités au niveau locale

Deux mois après leur arrivée à Kapanga, les expulsés avaient bénéficié d'une assistance monétaire par les autorités provinciales. A ces jours, les autorités ne disposent pas de ressources directes pour assurer une réponse aux besoins multisectoriels des expulsés et déplacés. Les autorités territoriales des zones visitées ont par ailleurs affirmé leur volonté de répondre rapidement au problème d'accès aux champs pour les déplacés et expulsés qui voudraient s'installer et envisager la relance agricole.

IX. Analyse du contexte en lien avec le principe « Ne Pas Nuire »

L'assistance humanitaire à Kapanga, Sandoa et Dilolo devra être focalisée sur les vulnérabilités. Elle devra également privilégier la multisectorialité et l'approche communautaire. Un accent particulier devra également être mis sur la sensibilité au conflit dans l'implémentation des projets humanitaires.

Annexe : photos